

**L'ASSOCIATIF FINANCIER, association sans but lucratif**  
**Numéro d'identification 5425/94**  
**Numéro d'entreprise 0452.296.548**

## **STATUTS REVISES COORDONNES AU 30 JUIN 2004**

### **Titre 1. Statuts initiaux et modifications.**

Le 10 février 1994 à Bruxelles, il a été convenu de constituer une association sans but lucratif dont les statuts sont parus initialement aux Annexes du Moniteur belge du 24.03.1994 sous le numéro d'identification 5425/94. Le texte coordonné des statuts résulte des statuts initiaux et des modifications aux statuts parues aux Annexes du Moniteur belge du 4.07.1996. Enfin, l'assemblée générale du 30 juin 2004 a révisé l'ensemble du texte en fonction des nouvelles dispositions qui résultent de la loi du 2 mai 2002.

### **Titre 2. Dénomination, siège social.**

Article 1. L'association prend la dénomination **L'ASSOCIATIF FINANCIER, Service d'Aide à la Gestion Financière des Associations, en abrégé la SAGA**, chacun de ces trois éléments de la dénomination complète pouvant suffire, à lui seul, à désigner l'association.

Article 2. Le siège social de l'association est fixé dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, Rue des Mimosas 78 à 1030 BRUXELLES. Il peut être transféré par décision de l'assemblée générale dans tout autre lieu de l'arrondissement. Toute modification du siège social doit être publiée dans le mois de sa date aux annexes du Moniteur belge.

### **Titre 3. But social, durée.**

Article 3. L'association prend part à la promotion de l'économie associative ou "sociale", "solidaire", "alternative" ou toutes autres qualifications qui recherchent, dans un esprit non marchand, à promouvoir la vie des personnes et leurs activités associées.

Dans ce but, l'association se donne les objets suivants:

#### **1. Aider le monde associatif à tirer parti des méthodes financières:**

Premièrement, l'association a pour objet d'aider le monde associatif à pouvoir utiliser les méthodes de la gestion financière.

Elle vise particulièrement les associations de fait, les ASBL, les coopératives, les entreprises de l'économie sociale, les chômeurs désirant s'installer comme indépendant, auxquels elle proposera des services d'assistance en gestion.

Ceux-ci prennent la forme d'enseignements, de stages de formation, de diffusion d'informations, de réunions, de consultations et d'assistances techniques.

L'association s'intéresse à tous les domaines de la gestion dont les objets participent de la gestion financière ou de ses connexions, notamment patrimoniales (ressources financières et investissements).

#### **2. Intéresser le monde financier aux besoins du monde associatif:**

L'association s'adresse aux fournisseurs de services financiers, tels que les établissements de banque et de crédits, les services comptables, les services informatiques, les services d'informations financières et, généralement, tous les établissements dont les services peuvent concourir à l'efficacité de la gestion financière, afin de les intéresser aux besoins du monde associatif.

#### **3. Promouvoir l'exercice des droits sociaux attachés aux titres financiers:**

L'association s'occupe de promouvoir non seulement les droits patrimoniaux mais aussi l'exercice des droits sociaux qui vont de pair avec les titres financiers: droits d'actionnaires, de coopérateurs, d'obligataires, etc. L'exercice de ces droits, tels que les droits d'actionnaires des salariés d'une entreprise, les droits d'investisseurs réunis en clubs d'investissements à finalité sociale ou éthique, bien d'autres droits financiers encore, étant tous susceptibles de contribuer à l'animation d'une vie associée.

L'association peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Elle peut prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet.

Article 4. L'association est constituée pour une durée indéterminée.

#### **Titre 4. Membres.**

Article 5. L'association est composée de personnes physiques ou morales, ayant qualité de membres effectifs, de membres adhérents ou de membres d'honneur ou parrains.

Article 6. Les membres effectifs (ou "membres associés") sont au minimum trois. Ils sont convenus d'exercer leurs activités dans un esprit de tolérance et de libre examen. Les membres fondateurs sont ceux qui ont composé l'assemblée générale constitutive. De nouveaux membres effectifs peuvent être admis par décision de l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers. La décision sera souveraine et ne devra pas être motivée. Pour devenir membre effectif, il faut être parrainé par deux membres, en faire la demande par écrit au conseil d'administration, exprimer son adhésion aux statuts et son désir de contribuer de manière active à l'objet social. Le conseil d'administration accepte la demande, sauf s'il estime que le postulant n'est pas en mesure de contribuer utilement à la gestion. Les personnes morales désigneront une personne physique chargée de les représenter au sein de l'association.

Article 7. Un registre des membres est tenu au siège de l'association, où tous les membres peuvent le consulter.

Article 8. Le conseil d'administration pourra accorder le titre de membre d'honneur ou parrain à toute personne physique ou morale souhaitant apporter son concours à l'association et qui serait ainsi appelée à faire partie de son comité de parrainage ou de son conseil scientifique. Cette qualité peut être cumulée avec celle de membre effectif ou adhérent de l'association. De même, le titre de membre émérite pourra être conféré à des personnes qui ont rendu des services insignes à l'association ou aux objectifs qu'elle poursuit.

La qualité de membre adhérent est accordée aux personnes qui en font la demande; elles bénéficient des activités de l'association, y participent en se conformant aux statuts et sont en règle de cotisation.

Article 9. La cotisation annuelle des membres est fixée par le conseil d'administration sans pouvoir être supérieure à 1.000 Euro.

Article 10. Les membres sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par écrit leur démission au conseil d'administration.

Article 11. Le non respect des statuts, le défaut de paiement des cotisations au plus tard dans le mois du rappel adressé par lettre recommandée à la poste, le défaut d'être présent, représenté ou excusé à deux assemblées générales consécutives, les agissements ou paroles qui nuiraient gravement aux intérêts ou à la réputation de l'association sont des actes qui peuvent conduire à l'exclusion d'un membre effectif; toutefois, cette exclusion ne peut être prononcée que par l'assemblée générale, à la majorité des deux tiers des votes valablement exprimés. Le conseil d'administration peut suspendre les membres visés, jusqu'à décision de l'assemblée générale.

Article 12. Les associés démissionnaires, suspendus ou exclus, ainsi que les héritiers ou ayants droits de l'associé décédé n'ont aucun droit sur le fonds social. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de comptes, ni apposition de scellés, ni inventaire.

#### **Titre 5. Assemblée générale.**

Article 13. L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle est composée de tous les membres effectifs.

Article 14. L'assemblée générale possède les pouvoirs qui lui sont expressément attribués par la loi ou par les présents statuts. Sont notamment réservés à sa compétence:

- les modifications aux statuts sociaux;
- la nomination et la révocation des administrateurs;
- l'approbation des budgets et des comptes;
- la décharge à octroyer aux administrateurs;
- la dissolution volontaire de l'association;
- l'exclusion d'un membre effectif.

Article 15. Il doit être tenu au moins une assemblée générale annuelle, dans le courant du premier semestre de l'année civile. L'association peut aussi être réunie en assemblée générale extraordinaire à tout moment, sur décision du conseil d'administration ou sur demande du cinquième au moins des membres effectifs. Une telle demande devra être adressée au conseil d'administration par lettre recommandée au moins trois semaines à l'avance.

Article 16. Tous les membres effectifs doivent être convoqués par le conseil d'administration à l'assemblée générale, par lettre ordinaire, au moins 8 jours avant l'assemblée. La convocation mentionne les jour, heure et lieu de la réunion, ainsi que l'ordre du jour. Le conseil d'administration peut inviter toute personne à assister à tout ou partie de l'assemblée générale en qualité d'observateur ou de consultant.

Article 17. Chaque membre effectif a le droit de participer à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un autre membre ou par un tiers, muni d'une procuration écrite, datée et signée. Chaque membre ou tiers ne peut être titulaire que de deux procurations au maximum.

Article 18. Tous les membres effectifs ont droit de vote à l'assemblée générale, chacun disposant d'une voix.

Article 19. Les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des votes valablement exprimés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par la loi ou par les présents statuts. La voix du secrétaire est prépondérante en cas de parité des votes. Sont exclus des quorums de vote et de majorité les votes blancs, nuls et les abstentions.

Article 20. L'assemblée générale se prononce sur le rapport moral, le rapport financier et sur le procès-verbal de l'assemblée générale précédente. Pour le surplus, l'assemblée générale ne délibère valablement que sur les points portés à l'ordre du jour repris dans la convocation; le point "divers" ne recouvre que des communications dont la nature ne demande pas de vote. Pour être reçu à l'ordre du jour, tout point doit être signé par au moins un tiers des administrateurs ou un vingtième des membres effectifs; il doit être communiqué au conseil d'administration au moins trois semaines avant la date de l'assemblée, accompagné d'une note qui en fait connaître l'objet de façon précise et complète.

Article 21. Les décisions des assemblées générales sont contresignées par le président et par le secrétaire, ainsi que par les membres effectifs qui en font la demande. Elles sont rassemblées en un registre dont les membres effectifs peuvent prendre connaissance au siège de l'association, sans déplacement du registre.

#### **Titre 6. Conseil d'administration.**

Article 22. L'association est administrée par un Conseil composé de deux membres au moins. Ceux-ci sont nommés pour un terme de cinq ans par l'assemblée générale, sauf désapprobation du rapport moral ou financier par deux tiers des votes valablement exprimés.

Article 23. Les administrateurs sortants sont rééligibles. En cas de vacance au cours d'un mandat, un administrateur provisoire peut être nommé par l'assemblée générale. Celui-ci achève dans ce cas le mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 24. Les mandats de président et de secrétaire sont l'objet d'un vote spécial de l'assemblée générale parmi les membres du Conseil d'administration. En cas d'empêchement du président, ses fonctions sont assumées par le secrétaire ou, à défaut, par le plus âgé des administrateurs présents.

Article 25. Le Conseil se réunit sur convocation du secrétaire, par simple lettre. Toutes les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix, le secrétaire ayant la possibilité de doubler sa voix. Seule l'admission d'un nouveau membre associé réclame une majorité des deux tiers des voix. Un administrateur peut se faire représenter au conseil par un autre administrateur, porteur d'une procuration écrite.

Article 26. Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Sont seuls exclus de sa compétence, les actes réservés par la loi ou par les présents statuts à celle de l'assemblée générale.

Article 27. Le Conseil peut déléguer la gestion journalière de l'association, avec l'usage de la

signature sociale afférent à cette gestion, à un administrateur délégué qu'il choisira parmi ses membres et dont il fixera les pouvoirs. Il pourra en outre déléguer certains de ses pouvoirs particuliers à l'un de ses membres ou à un tiers. L'administrateur délégué ou le président a qualité pour retirer à la poste tout colis ou lettre recommandée ou non, signer toute pièce de décharge, accomplir tout acte conservatoire.

Article 28. Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le Conseil d'administration, sur les poursuites et diligences d'un administrateur désigné à cet effet.

Article 29. A défaut de stipulation spéciale, tout administrateur signe valablement les actes régulièrement décidés par le Conseil. Il n'aura pas à justifier de ses pouvoirs vis-à-vis des tiers.

Article 30. Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Celui-ci est exercé à titre gratuit.

#### **Titre 7. Règlement d'ordre intérieur**

Article 31. Un règlement d'ordre intérieur pourra être présenté par le Conseil d'administration à l'assemblée générale. Des modifications à ce règlement pourront être apportées par une assemblée générale statuant à la majorité simple des votes valablement exprimés.

#### **Titre 8. Exercice social, budget et comptes.**

Article 32. L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre de chaque année.

Article 33. Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront soumis chaque année à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

#### **Titre 9. Dissolution, liquidation.**

Article 34. En cas de dissolution de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à donner à l'actif net de l'avoir social, dans un but désintéressé.